



Crise cacaoyère et reconversion socioprofessionnelle des producteurs : l'exemple des aventuriers agricoles de Lolobo reconvertis en tisserands de pagnes baoulé (1970 - 2011)

KOUASSI Koffi Athanase

Département d'Histoire de l'Université Félix Houphouët-Boigny

kouasathakof@gmail.com

Résumé : " Le succès de ce pays repose sur l'agriculture". Cette maxime bien connue des populations ivoiriennes est à l'actif des progrès économiques agricoles réalisés au cours des années 1970. Ce « boom économique » qui a fait rêver plus d'un, a été frappé de plein fouet par la crise cacaoyère qui est survenue à la fin de la décennie. Les PAS mis en application en vue de résoudre la crise n'ont pas donné de résultats satisfaisants. En quête de nouvelles solutions de sortie de crise, les autorités ivoiriennes ont désormais mis l'accent sur la revalorisation du patrimoine culturel et artistique. Par conséquent, la plupart des « *bodifouè* » (aventuriers agricoles) de Lolobo qui allaient autrefois vers l'ouest et le sud-ouest en quête de forêt à exploiter œuvraient désormais à la régénérescence du métier du pagne baoulé. À travers des travaux d'auteurs et d'enquêtes orales menées dans les villages de la sous-préfecture de Lolobo, la présente étude vise à restituer la résilience des aventuriers agricoles par le biais de leur reconversion en tisserands de pagnes baoulé. En effet, autrefois l'accès facile à la terre permettait aux aventuriers agricoles de faire des profits. Mais, la réduction drastique du couvert forestier, l'épuisement des fronts pionniers, la dégradation du régime climatique avec l'apparition d'une nouvelle espèce d'adventice et de maladies du cacao ont précipité la Côte d'Ivoire dans une crise cacaoyère qui a eu d'énormes répercussions sociales sur les planteurs de Lolobo. Ces derniers se sont tournés vers le métier du pagne mieux structuré avec la facilité d'écoulement des produits sur le marché local et international. Ce pagne a retenu l'attention de l'OAPI dès 2011 en vue de sa labellisation.

Mots-clés : Crise cacaoyère, reconversion, aventurier, tisserands, Lolobo

Cocoa crisis and socio-professional reconversion of producers: the example of Lolobo's agricultural adventurers reconverted as Baoulé loincloth weavers (1970 - 2011)

Abstract : The success of this country is based on agriculture." This maxim, well known to the Ivorian population, is to the credit of the agricultural economic progress made during the 1970s. This "economic boom", which has been the stuff of dreams for many, was hit hard by the cocoa crisis that began at the end of decennary. The SAPs implemented to resolve the crisis have not yielded satisfactory results. In search of new solutions to the crisis, the Ivorian authorities have now focused on the enhancement of cultural and artistic heritage. As a result, most of the "bodifouè" (agricultural adventurers) of Lolobo who had once gone west and south-west in search of forest to exploit were now working to regenerate the profession of the Baoulé loincloth. Through authors' work and oral surveys conducted in the villages of the sub-prefecture of Lolobo, the present study aims to restore the resilience of agricultural adventurers through their reconversion into Baoulé loincloth weavers.

Indeed, in the past, easy access to land allowed agricultural adventurers to make a profit. However, the drastic reduction in forest cover, the depletion of the pioneer fronts, the deterioration of the climatic regime with the appearance of a new species of cocoa weed and diseases have precipitated Côte d'Ivoire into a cocoa crisis that has had enormous social repercussions on the planters of Lolobo. The latter turned to the profession of loincloth, which was better structured with the ease of selling products on the local and international market. This loincloth has attracted the attention of OAPI since 2011 with a view to its certification.

Keywords : Cocoa crisis, reconversion, adventurer, weavers, Lolobo

Introduction

Localisée dans le département de Yamoussoukro, la Sous-préfecture de Lolobo¹ est composée de dix-huit² (18) villages dont Aguibri, Assanou, Koriakro, Lolobo, Sakiaré et Tounzouébo étaient les grandes zones³ de production du pagne baoulé. C'était un peuple (baoulé) à tradition agricole qui avait davantage migré vers l'ouest et le sud - ouest depuis la colonisation en quête de zones forestières pour la culture du cacao. La rentabilité de cette culture permettait au pays de se hisser au rang de premier producteur mondial. Cette performance s'expliquait en amont par la situation géographique du pays qui lui conférait d'énormes réserves forestières ; s'en suivaient les politiques de libre accès à la terre, la migration de travail, le développement extensif de l'agriculture de rente, les investissements en infrastructures, etc.

Mais la réduction drastique du couvert forestier, l'épuisement des réserves forestières, l'effondrement du prix du cacao, la déstructuration des filières de commercialisation et de crédit précipitaient la crise cacaoyère. La baisse des cours mondiaux des matières premières vers 1980, bouleversaient les fondamentaux de l'économie de plantation et les rapports sociaux au sein des acteurs du monde agricole. Les solutions de sortie de cette crise ne faisaient qu'accentuer la pauvreté et la vulnérabilité des populations agricoles. Tandis que certains planteurs procédaient à la diversification des cultures, les paysans de Lolobo qui allaient autrefois vers l'ouest et le sud-ouest en quête de forêt à exploiter, connus sous le vocable d'aventuriers agricoles, procédaient par contre à une reconversion professionnelle tournée vers le métier du pagne. Alors, comment

¹ Lolobo a été érigée en Sous-préfecture par le décret n°2008 - 97 du 05 mars 2008 portant création de cinquante-cinq (55) nouvelles sous-préfectures. Il est limité au nord par le département de Tiébissou, au sud par Oumé et Toumodi ; à l'est par Attiégouakro et à l'ouest par Bouaflé et Sinfra. Cette sous-préfecture a une population de « trente-trois-mille-deux-cent-soixante-sept (33.267) habitants » dont 51,86% d'hommes contre 48,14% de femmes.

² Se référer au décret n°2008 - 97 du 05 mars 2008 portant création de Lolobo.

³ Aux localités précitées, nous y associons le village de Gbomi-zambo qui est renommé pour sa production en grande quantité du pagne baoulé.

les aventuriers agricoles de la sous-préfecture de Lolobo ont – ils réussi à se convertir en tisserands de pagnes baoulé dans l'élan de la crise cacaoyère ?

Afin de répondre à cette problématique, nous nous proposons un raisonnement en deux parties. Tandis que la première analyse les causes et les répercussions sociales de la crise cacaoyère sur les producteurs de Lolobo, la deuxième par contre, étudie la résilience des aventuriers agricoles tournée vers leur reconversion en tisserands de pagne. En termes de méthodes d'approche, nous procédions à la diversification des sources en nous orientant d'abord vers les Archives Nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) où nous consultions plusieurs rapports disponibles, notamment les affrontements meurtriers sur le terroir de Gnamangui dans le canton Bakwé de Soubré⁴, l'arrestation de Oupoh Lia André, le véritable investigateur des opérations de retrait de terre et quatre autres notables du village de Gnamangui et leur déferrement à la prison de Sassandra⁵, etc.

Dans l'ensemble, ces données archivistiques nous donnaient une idée de la gestion du foncier et les problèmes afférents mais, elles étaient beaucoup plus restrictives sur la question de la crise cacaoyère et la résilience des paysans de Lolobo. À ce niveau, il n'y avait vraiment pas eu grands progrès relatifs à notre thème. Nous décidions à cet effet de nous tourner vers les sources imprimées. La question de la crise cacaoyère a été une préoccupation majeure chez les auteurs issus des Sciences Sociales. Mais à la différence de nos prédécesseurs, l'originalité de l'étude résidait moins dans le thème abordé que dans l'orientation méthodologique privilégiée. Contrairement à la majorité des études sur la question, la nôtre s'insère dans le champ de l'histoire culturelle, une sorte d' « histoire au ras-du-sol » comme le dirait Le Roy Ladurie en tant qu' « elle coule trop lentement au point que les contemporains n'ont pas conscience de son caractère historique » LADURIE (1975, p.19).

Le peuple baoulé, comme le signifiait Tchéro au sujet des Bété, est un peuple « parlant ». Dans le passé et encore de nos jours, surtout en milieu rural : « *ni musée, ni archives, ni spécialités artistiques de grande envergure ne témoignent de ses actes, de ses discours, de ses délibérations ; ici au service de Clio, il n'y a que l'oreille et la bouche* » TCHERO (2014, p.25). Dans ces conditions, l'histoire est essentiellement tributaire du matériel oral. Il fallait donc aller vers les populations locales. Certains l'ont fait avant nous et ont publié les résultats de leurs travaux sous forme de documents dont les livres. Nous les avons cherchés

⁴ V-22-6 : 3223 : Affrontements meurtriers sur le terroir de Gnamangui dans le canton Bakwé de Soubré, 1978.

⁵ V-22-6 : 3203 : Arrestation de Oupoh Lia André, le véritable investigateur des opérations de retrait de terre et quatre autres notables du village de Gnamangui et leur déferrement à la prison de Sassandra, 1978

et en avons collectés quelques-uns. Il s'agit des ouvrages de Maxime TANO (TANO, 2012, p.261), de GBANGBO Jean -Louis⁶, etc. Nous les avons lus en gardant à l'esprit l'idée d'élaborer un répertoire de conclusions de ces auteurs pour ne pas refaire ce qui a été déjà fait mais, de nous inspirer de celles qui, dans le lot allaient dans le même sens que notre problématique.

De Maxime TANO à GBANGBO Jean -Louis, l'analyse s'est focalisée largement sur des faits de conjoncture, notamment la crise cacaoyère et les stratégies des producteurs dans la localité de Méadji au sud-ouest de la Côte d'Ivoire qu'à la capacité de résilience des paysans de Lolobo qu'elle n'a pas prise en compte. Alors que c'est justement à ce niveau que nous situons notre sujet. Ce qui signifiait que les ouvrages d'auteurs et les archives nous ont laissé sur notre soif de connaissances. Il était indéniable qu'ils nous ont renseigné davantage sur les thèses de la crise cacaoyère mais là, se limitent leur apport à notre étude. L'idée de la résilience des paysans de Lolobo demeure exclue de leur centre d'intérêt. Alors que faire devant une telle situation ? Sans doute, il était urgent d'interroger les nouveautés qui ont hissé l'histoire au rang de sciences sociales, notamment le marxisme, les Annales et le structuralisme.

Alors, le pays baoulé en général et en particulier à Lolobo où il n'y avait ni écrits, « *ni musée, ni archives, ni spécialités artistiques de grande envergure ne témoignent de ses actes, de ses discours, de ses délibérations ; ici au service de Clio, il n'y a que l'oreille et la bouche* » TCHERO (2015, p.25), la science avait manqué le rendez-vous de ces populations. Dans ces conditions, l'histoire étant essentiellement tributaire du matériel oral, nous avons décidé donc d'aller vers les populations locales et les interroger sur leur capacité de résilience en se convertissant en tisserands de pagnes baoulé.

Les enquêtes se sont déroulées dans six (06) villages. Il s'agit de Lolobo, Koriakro, Sakiaré, Konankoffikro, Ndèbo, Menou tous localisés dans la sous-préfecture de Lolobo. Quatre-vingt - trois (83) personnes ont été interrogées. Le choix de la période d'enquête tenait compte des programmes agricoles des populations. Les paysans étaient pour la plupart disponibles pendant les mois de décembre, janvier et février. Ce trimestre marquait le temps de repos ou d'activités moins intenses de ces populations. À ces mois, s'ajoutaient les mois d'août et de septembre qui constituaient une période intermédiaire entre la fin des semailles et le début des récoltes. L'avantage d'un tel choix était la disponibilité des enquêtés.

La méthode utilisée était la technique de la « boule-de-neige ». Les potentiels informateurs ont été ciblés selon la méthode suivante : une fois sur un

⁶ GBANGBO Jean -Louis, (2007) « L'enfer des premiers producteurs de café cacao », L'inter, N°, 29 octobre, quotidien ivoirien, pp.6-9

terrain d'enquête, nous informions notre entourage immédiat sur l'objet de notre visite. Et chaque fois, nous trouvions quelques habitants de la localité, qui nous mettaient sur la piste de telle ou telle personne. Une fois l'informateur identifié, rendez-vous était pris pour l'enquête. Deux techniques d'approches ont été adoptées. Il s'agissait des entretiens de groupe et des entretiens individuels. L'entretien individuel était privilégié pour nos rencontres avec les personnes du troisième âge et les personnes qui ont bien voulu garder l'anonymat. Ailleurs, où des problèmes similaires ne se sont pas posés, nous avons fait des entretiens de groupe. Ces entretiens suscitaient beaucoup d'engouement et se déroulaient en deux langues, notamment en français et en baoulé. Le fait que nous appartenions à cette communauté, comprenions et parlions couramment la langue du terroir, rassurait les informateurs qui nous considéraient comme l'un des leur.

Pour les enquêtes, nous nous sommes munis d'un magnétophone pour les enregistrements, un appareil photo et de la boisson pour l'assemblée, surtout qu'un adage de terrain dit : « *chez nous, on ne réunit pas la chefferie les mains vides. Il faut toujours un peu de boisson pour lever la séance*⁷ ». Avant tout entretien, nous prenions le soin de recueillir l'identité de nos informateurs notamment le nom, les prénoms, l'âge, la profession et l'origine de l'enquêté. Nos entretiens étaient pour la plupart semi-directifs pour ne pas sortir du cadre de l'enquête, sans donner non plus à l'informateur, l'intention de le canaliser vers nos propres objectifs. Pour la fiabilité des sources, nous opérons un contrôle à deux niveaux. Après l'analyse du contenu thématique des entretiens, nous regroupions les données par terrains d'enquête. Ensuite, nous confrontions les résultats avec les informations obtenues ailleurs. Au terme de cette double opération, nous notions certes quelques dissemblances par endroit, mais une forte concordance des témoignages dans l'ensemble. Une telle tâche ne pouvait s'exécuter sans difficultés.

Les difficultés rencontrées étaient nombreuses et multiformes. En premier lieu, « *L'histoire des mentalités, dans le contexte ivoirien manque, du moins à l'heure actuelle, de médiateurs documentaires nécessaires à sa conception. Elle est donc difficile à écrire.* » TCHERO (2015, p.34). En plus des difficultés relatives à la documentation, il y avait la méfiance, l'intransigeance de certains informateurs qui nous considéraient comme trop éloigné des mystères traditionnels pour les comprendre.

⁷ Extrait de l'entretien avec Konan Kouakou Guillaume, porte-canne du chef de Koriakro, lundi 25 décembre 2017.

1. Les facteurs occasionnant la crise cacaoyère vers 1980

Le modèle de production à caractère extensif avait des répercussions sur la disponibilité foncière en accélérant la dégradation du régime climatique. Cette dégradation contribuait à la savanisation des régions forestières à travers la disparition des formations végétales et l'empiètement des limites de réserves forestières. La récession du couvert forestier influait le milieu écologique avec l'apparition d'une nouvelle espèce d'adventice (le *Chromoloena Odorata*), des maladies du cacao (le *Swollen Shoot*) et la contamination par l'*Ochratoxine A* (OTA) des fèves de cacao.

1.1. Les effets nuisibles de l'*ochratoxine A* (OTA) subis par les paysans originaires de Lolobo

Au cours des années 1980, les aventuriers agricoles issus de Lolobo avaient constaté dans les plantations qu'ils détenaient la présence de l'*ochratoxine A* (OTA) qui était une substance toxique produite par des champignons. Elle se développait dans les vergers en s'attaquant aux cabosses et affectait le rendement de l'exploitation. La fixation d'un niveau de contamination de l'OTA dans les fèves de cacao à l'exportation relevait des dispositions légales et réglementaires prises tant au niveau international que par des organisations régionales telle que l'Union Européenne (UE). Elles visaient à protéger les consommateurs des effets néfastes des contaminants chimiques, notamment l'OTA. À ce titre Maxime TANO notifiait que « pour des exigences de sécurité alimentaire, l'UE a proposé de fixer le taux maximal pour la contamination par l'OTA des fèves de cacao à 2µg/kg » TANO (2012, p.33). Ce qui entraînait une perte énorme qui se traduisait au niveau des producteurs originaires de Lolobo par la non perception de primes liées à la qualité et le renforcement de la pénibilité du travail agricole du fait de la présence du *Chromoloena Odorata* dans les cacaoyers. En plus des effets nuisibles de l'*ochratoxine A* (OTA) subis par les paysans originaires de Lolobo, il y avait le *Chromoloena Odorata* qui était aussi une plante envahissante.

1.2. L'apparition de la *Chromoloena Odorata* dans les plantations détenues par les paysans originaires de Lolobo

Le *Chromoloena Odorata* était une plante envahissante qui poussait dans les champs détenus par les paysans originaires de Lolobo. Sa présence dans l'exploitation était plus remarquable dans les premières années de production où les jeunes plants cacaoyers côtoyaient les produits vivriers. Le *Chromoloena Odorata* allongeait la durée et accentuait la pénibilité du sarclage. Par conséquent, il pouvait provoquer une baisse du rendement agricole et une augmentation des charges des producteurs en matière d'intrants agricoles et de revenus. Toutefois,

l'usage d'intrants ne suffisait pas à améliorer la productivité des vergers lorsque ces derniers étaient sous la domination du *swollen shoot*. Surnommé « sida » du cacao en raison de sa virulence et du fait qu'aucun traitement n'avait jusqu'ici pu en venir à bout, le *swollen shoot*, était une maladie provoquée par le «virus du Theobroma virus ou cacao swollen shoot virus» TANO (2012, p.52). La maladie était détectée pour la première fois « dans le centre-ouest ivoirien en 2004 et se transmet essentiellement par la cochenille par simple piqûre sur la plante et l'infection s'étend à l'ensemble des cacaoyers » TANO (2012, p.52). Le *swollen shoot* provoquait selon Kouadio Brou « avant le dessèchement complet du cacaoyer, le gonflement de parties de tiges, la décoloration et la déformation des feuilles et une réduction du nombre de cabosses par arbre⁸». Aussi faisait-il remarquer « une diminution de la taille des fèves des arbres malades avec une réduction du poids⁹». Ainsi, le *swollen shoot* réduisait considérablement le rendement et le revenu des producteurs de Lolobo. Par exemple, Kouamé Labo soulignait que « Plusieurs vergers de cacaoyers ont été réduits à l'état de jachère par la maladie¹⁰». Du fait de l'importance des maladies végétales, beaucoup de producteurs de Lolobo ont quasiment abandonné leurs cacaoyers en y consacrant le moins de temps possible et en n'investissant que le strict nécessaire dans leurs entretiens.

1.3. Le vieillissement des vergers détenus par les paysans originaires de Lolobo

Dans un contexte de changement climatique, les vergers étaient exposés au risque de l'accélération de leur vieillissement, à une augmentation de la fréquence des maladies et à la diminution des rendements. Seule une capitalisation en travail ou en intrants permettait de venir à bout de ces phénomènes. Or l'impact de la baisse des rendements sur le revenu ne favorisait pas un tel investissement, à savoir un entretien régulier des vergers. Au contraire, la faiblesse des revenus provoquait le décalage dans le traitement des vergers et par conséquent le non-respect du calendrier d'entretien. C'est d'ailleurs ce que rapportait Yobouet Kouadio Marcel en ces termes :

Pendant qu'un producteur entretient sa plantation, les foreurs de cabosse trouvent refuge dans le verger voisin qui n'est pas encore traité. Ils retournent dans la plantation du premier durant le traitement du verger voisin. Du fait du décalage et de l'irrégularité des traitements, les virus et agents pathogènes responsables des

⁸ Extrait de l'entretien avec Kouadio Brou, aventurier agricole, 2 avril 2016 à Aguibry

⁹ Extrait de l'entretien avec Kouadio Brou, aventurier agricole, 2 avril 2016 à Aguibry

¹⁰ Extrait de l'entretien avec Kouamé Labo, Vendeur de produits, 10 février 2016 à Lolobo

maladies des vergers se mettent à l'abri des effets des traitements ; le temps que ceux-ci se dissipent avant d'y retourner¹¹.

Alors qu'en croire Yobouet Kouadio Marcel, une éventuelle entente sur le calendrier de traitement entre les exploitants des vergers proches pouvait remédier ce problème. Mais, les différences de niveau de revenu ne permettaient pas aux planteurs de suivre à la lettre les différentes recommandations. Par conséquent, le nombre de pompages et le calendrier n'étaient pas toujours respectés. L'entretien des vergers se faisait d'une exploitation à une autre en fonction des revenus et du calendrier propre à chaque producteur. Par exemple, Yobouet Kouadio Marcel nous faisait remarquer que « pour un champ de cacao d'une superficie de quatre (04) hectares, il fallait pomper à quatre reprises, notamment en décembre, janvier, juillet et août¹² ». Seulement les producteurs capables de s'offrir les intrants nécessaires à l'entretien respectaient la régularité et le calendrier de pompage. Les petits producteurs se contentaient généralement de deux mois de traitement à savoir janvier pour la petite traite et juillet pour la grande traite. La prolifération des maladies s'expliquait donc par le décalage dans le traitement des vergers qui nécessitait la pulvérisation régulière des cacaoyers et le respect du calendrier de pompage.

2. Les répercussions de la crise cacaoyère sur les paysans de Lolobo

La crise cacaoyère avait des répercussions énormes au niveau des ménages. Elle déstructurait les rapports familiaux et confinait les jeunes hommes dans une situation de dépendance vis-à-vis des aînés. Sur le plan économique, nous enregistrons l'instabilité des marchés conduisant à une instabilité des prix, la baisse des revenus via la baisse du prix d'achat, la limitation du crédit rural qui entravait les projets d'investissement et l'entretien des vergers, la destruction de la filière cacao avec l'affaiblissement des coopératives.

2. 1. Les répercussions de la crise cacaoyère au niveau des ménages à Lolobo

Au niveau des ménages, la crise cacaoyère a déstructuré les rapports familiaux en modifiant d'une part les règles de la transmission de l'héritage et en confinant, d'autre part, les jeunes hommes dans une situation de dépendance vis-à-vis des aînés qui retardaient leur épanouissement. En effet, les aînés, en limitant les possibilités d'émancipation des jeunes et des héritiers, construisaient par le

¹¹ Extrait de l'entretien avec Yobouet Kouadio Marcel, Associé à la gestion de coopérative, 20 février 2016 à Menou.

¹² Extrait de l'entretien avec Yobouet Kouadio Marcel, Associé à la gestion de coopérative, 20 février 2016 à Menou.

biais de la dépendance de ces derniers à leur égard, une main d'œuvre mobilisable et bon marché. À titre d'illustration, nous rapportons le récit de l'un de nos enquêtés de Tounzouébo qui avançait ceci :

L'oncle avait promis d'aller payer la dot de ma femme cette année après la vente du cacao. Malheureusement, les récoltes n'ont pas été bonnes. Du coup, je me fais d'énormes soucis pour ce dessein qui risque de ne va pas se réaliser au cours de cette saison. C'est dommage que je n'aie pas mes propres ressources pouvant me permettre d'assurer mon épanouissement¹³.

Il y avait aussi le dépérissement des solidarités locales, consécutif au démantèlement des communautés traditionnelles qui s'observait au niveau des familles à travers les discriminations dans la scolarisation des enfants où la priorité était désormais accordée aux enfants biologiques. Du fait de la pauvreté des parents, des enfants étaient contraints d'abandonner l'école. L'importance des frais de scolarisation et la baisse des revenus provoquaient une forte déscolarisation.

Ces mesures se traduisaient par la réduction du nombre d'enfants scolarisés, des scolarités inachevées et la mise à l'écart des enfants de sexe féminin. Parallèlement, il était devenu presque impossible pour les jeunes scolarisés en milieu urbain de s'insérer dans le circuit économique du fait des vagues de licenciements dans les entreprises publiques. Par ailleurs, on observait une marginalisation des jeunes femmes et épouses dans la répartition des ressources et la limitation de leur autonomie. Pour corroborer nos affirmations, nous notifions le récit de Djolo Konan Eric, l'un de nos enquêtés de Sakiaré qui nous apprenait que :

L'année passée, cacaonou-idjré-tètè (*Chromolaena Odorata*) a envahi mon champ et provoqué une baisse de la productivité malgré l'utilisation de différents intrants. Cacaonou-idjré-tètè a fait que j'ai subi la récolte pourtant mes charges sont énormes. Les enfants sont nombreux. Je ne sais qui scolariser parmi les enfants que j'ai eus avec mes deux épouses. J'éprouve d'énormes difficultés à faire face aux besoins quotidiens de la famille et en matière de paiement des frais de scolarité. J'ai donc envoyé l'une de mes filles qui était en classe de 4^e à Abidjan pour y faire les travaux de ménage et un autre fils pour aller travailler à la zone industrielle de Yopougon¹⁴.

Aussi, les licenciements de salariés et de fonctionnaires issus de la sous-préfecture de Lolobo ont rendu précaire la situation des parents de familles vivant en ville. Cette situation conduisait à un nouveau transfert de charges sur les sociétés villageoises. Le modèle ancien de mobilité des familles et des enfants

¹³ Extrait de l'entretien avec N'guessan Kouassi Augustin, entretien du 25 décembre 2017 à Tounzouébo

¹⁴ Extrait de l'entretien avec Djolo Konan Eric, entretien du 25 décembre 2017 à Sakiaré.

des zones rurales vers les milieux urbains a donc été inversé. Les zones rurales accueillait des jeunes en échec scolaire ou qui ne trouvaient plus d'emploi en ville et qui pouvaient compter en zone rurale sur de meilleures conditions de sécurité, au moins alimentaire.

2. 2. *Les répercussions de la crise cacaoyère au niveau socioéconomique à Lolobo*

Au niveau des risques économiques, la baisse des revenus et la limitation du crédit rural étaient mis en cause. La faiblesse des revenus affectait les dépenses liées à la santé, l'alimentation et l'éducation. La diminution du crédit rural ne permettait pas aussi l'entretien des vergers qui nécessitait une intensification en intrants. Cependant, les emprunts informels auprès des membres de sa communauté ou de ses amis accentuaient la vulnérabilité des producteurs originaires de Lolobo du fait que ces crédits pouvaient conduire à l'endettement. C'était bien le cas de Konan Konan François à qui « Kouman, un acheteur de produits originaire de Lolobo, a refusé le prêt qu'il a demandé sous prétexte que ses prédécesseurs ne lui ont pas remboursé les prêts qu'il leur a donné¹⁵». La combinaison de ces éléments de risque accentuait la vulnérabilité des producteurs.

En outre, les conflits fonciers qui représentaient les risques socio-culturels entravaient tous projets d'investissement agricole, notamment la limitation de la diversification agricole telle que la conversion de vieux vergers cacaoyers en hévéaculture. De même, la vulnérabilité des producteurs originaires de Lolobo dépendait aussi de la structuration sociale de la communauté Baoulé de cette localité. De même, le non accès à la terre des jeunes femmes et épouses accentuait leur vulnérabilité dans la mesure où elles étaient privées de ressources pouvant assurer leur propre autonomie. À défaut, les jeunes exerçaient leurs activités sur des terres peu fertiles. L'ensemble de ces facteurs compromettaient la reproduction sociale et économique des exploitations agricoles.

3. La capacité de résilience des aventuriers agricoles de Lolobo dans l'élan de la crise cacaoyère

Face à la crise cacaoyère, les producteurs adoptaient plusieurs mesures. Pendant que certains œuvraient à la diversification des cultures, d'autres par contre, notamment les plus jeunes parmi les aventuriers agricoles de Lolobo optaient pour leur reconversion en tisserands de pagnes. Ce choix était motivé par plusieurs raisons que nous analysons dans la suite de notre travail.

¹⁵ Extrait de l'entretien avec Konan Konan François, entretien du 30 décembre 2017 à Lolobo

3. 1. La reconversion des aventuriers agricoles de Lolobo en tisserands de pagne

Les tisserands de Lolobo ont hérité de l'artisanat de leurs ancêtres depuis le royaume ashanti. Ces ancêtres étaient depuis des siècles réputés d'artisans habiles et ingénieux dans l'art de confectionner des pagnes. Connus sous les terminologies de *wawlé-tani*, le pagne baoulé se confectionnait à l'aide de tissus de production artisanale élaborés en étroites bandes de coton, tissées puis cousues entre elles. Formés au métier du pagne, les tisserands de Lolobo ont davantage enrichi et diversifié les modèles de pagnes à partir des savoir-faire des peuples voisins, notamment les Gouro et Malinké qui étaient autrefois leurs collaborateurs immédiats. Ce savoir-faire était localisé et transmis par apprentissage. Les techniques de travail étaient autrefois transmises de père en fils et de génération en génération. De nos jours, la transmission se fait auprès des tisserands expérimentés. Les garçons apprenaient très jeunes l'ourdissage qui consistait à dévider les bobines de fils sur l'ensouple pour le tissage et qui conditionnait la qualité du travail final. La formation au métier du tissage proprement dit venait après les formalités de l'ourdissage. La durée de l'apprentissage était d'environ cinq (05) ans. Au bout de cette période, l'apprenant pouvait produire son propre pagne de façon autonome. Aussi les artisans devaient – ils constamment apprendre des motifs nouveaux qui apparaissaient au fur et à mesure. Le matériel de production tel que le *nzalè*, *clé*, *coclo*, *konantré*, *tiffi*, etc. se fabriquaient également en milieu local par les producteurs ; d'où l'importance des villages d'artisans dont le réseau entre Yamoussoukro et Tiébissou constituait un véritable système productif localisé.

Le métier du tissage s'est amélioré grâce à l'intégration de certains outils, matériaux et techniques modernes. Il s'agissait de l'utilisation de fil de coton industriel, en remplacement du fil filé localement ; des fils de soie ou synthétiques intégrés dans certains motifs pour donner des effets de brillance ou de texture. Aussi avions – nous l'utilisation de teintures industrielles. Ces performances s'acquiesçaient sans porter atteinte à la réputation et à la reconnaissance du pagne baoulé. Le groupe professionnel a donc su faire évoluer certaines pratiques, tout en identifiant et en conservant les étapes-clés pour la qualité et la typicité du produit. Nous parlions du tissage et de la préparation des motifs. À en croire Kouamé Ouffoué Félicien, « Les pagnes historiques qui étaient pour la plupart en indigo et blanc ou noir et blanc se sont enrichis par l'apport des couleurs grâce aux colorants industriels¹⁶».

¹⁶ Extrait de l'entretien avec Kouamé Ouffoué Félicien, tisserand, 7 avril 2016 à Tounzouébo

3. 2. *Le dynamisme des groupements et coopératives de tisserands*

La filière de production de pagnes baoulé comptait plusieurs milliers d'opérateurs qui représentaient un volume de production important et qui avaient déjà une structuration significative. Il s'agissait de la concentration informelle de la production dans des villages d'artisans tels que Menou, Sakiaré, Koriakro, etc. qui facilitaient l'apprentissage, la circulation d'information et de certaines actions collectives. Aussi avions - nous la présence de diverses organisations formelles qui n'étaient pas cantonnées à l'étape de production mais intégraient souvent l'approvisionnement en fil ou la facilitation de la vente. De même, l'existence d'une organisation faitière telle que l'Organisation de Défense et de Gestion du pagne baoulé faisait bonne presse pour le secteur du pagne. Elle comptait environ deux mille cinq cents membres répartis en associations comme le souligne KOUADIO Brou :

À Gbomi-zambo, nous sommes prés trois cent soixante-seize artisans tisserands, avec une organisation locale qui a commencé comme un groupement GVC avec trente-six membres. C'est maintenant une Coopérative avec trois cent-dix membres. Notre coopérative gère l'achat groupé de fil de coton industriel. Nous souhaitons créer une entreprise afin de pouvoir recruter des commerciaux et aussi exporter nos produits à l'extérieur¹⁷.

Au sujet de l'écoulement du pagne tissé sur le marché local et international, il convenait de notifier que les clients étaient pour la plupart les Baoulés de la région ou d'autres localités qui appréciaient à sa juste valeur les nouveautés comme l'insertion de fils brillants dans les motifs. Objet de prestige, de cadeau, le prix du pagne était fixé en fonction de sa gamme. Selon Kouassi Jean-Luc, «un pagne pouvait couter entre vingt-cinq mille francs et trois cents mille francs CFA selon la qualité du pagne¹⁸». Hormis les acheteurs locaux, des commandes importantes étaient faites par des clients de la sous-région. Sur ce point, ANDI Memel soulignait que « Les touristes et les commerçantes du Burkina, du Mali et du Benin sont nos clients grossistes¹⁹». Il fallait tout de même prendre en compte l'exposition-vente de pagnes qui était très présente le long de la route principale en allant de Yamoussoukro à Bouaké. Sur cet axe, la plupart des villages localisés en bordure de route alignaient des stands en bois. C'étaient des préaux bien aménagés, notamment l'appatam de vente de la coopérative Eboyekoun des tisserands de Gbomi-zambo.

Le développement important de la vente directe était un indicateur de l'attractivité du marché du pagne et du dynamisme du produit. Selon KOUADIO

¹⁷ Extrait de l'entretien avec Kassi Fulgence, festivalier, 3 aout 2022 à Koriakro

¹⁸ Extrait de l'entretien avec Kouassi Jean-Luc, tisserand, 2 novembre 2019 à Koriakro

¹⁹ Extrait de l'entretien avec ANDI Memel, 2 novembre 2019 à Koriakro.

Brou, « Une part des ventes était gérée directement par les artisans ou leurs associations. Cette stratégie avait pour avantage de négocier les prix²⁰ ». Cette stratégie avait aussi l'avantage de créer des contacts directs entre producteurs et acheteurs dans la perspective de développement d'une Indication Géographique qui était une forme de valorisation du métier du pagne.

3. 3. *L'appui de l'Etat et d'autres acteurs institutionnels aux tisserands de Lolobo*

Les coopératives de tisserands recevaient des appuis du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME et des organismes consulaires comme la Chambre nationale des Métiers. En plus de ces structures étatiques, des organisations non-gouvernementales et les bailleurs de fonds offraient souvent leurs soutiens aux organisations de tisserands. Ces appuis concernaient le plus souvent la formation technique, les échanges avec d'autres tisserands. L'autre facette de l'appui était l'organisation de cérémonies, de la journée du pagne baoulé, des expositions-ventes, des festivals en vue de promouvoir le pagne baoulé. Il s'agit des foires et autres événements culturels et commerciaux autour de l'artisanat ivoirien de qualité. Ces manifestations permettaient aux artisans de faire la publicité de leurs pagnes auprès d'un grand public et de créer des contacts avec des acheteurs. Par exemple, DJAHA Félicité Nadège, Commissaire générale du Kloh-kloh festival affirmait que : «Le festival Tchik Dan dont la deuxième édition s'était tenue avril 2015 avait enregistré la participation de plus de vingt mille visiteurs dans la commune de Tiébissou autour de la promotion du costume traditionnel»²¹.

L'OIPI et le MINADER ont apporté au cours des dernières années un appui important aux tisserands, à la fois à l'organisation du secteur et à la protection de la qualité en prenant en compte les inquiétudes des tisserands sur la protection des motifs de pagnes usurpés par des fabricants industriels. C'était le cas de l'OIPI qui avait « recueilli par un photographe professionnel et protégé pas moins de 270 motifs de pagnes baoulé en les enregistrant sous le régime des « dessins et modèles » OAPI (2018, p.60). Dans la zone régie par l'OAPI, « les dessins et modèles industriels peuvent en effet être protégés selon l'Annexe IV de l'Accord de Bangui pour une durée de cinq ans renouvelable deux fois. Partant de là, les artisans pouvaient donc poursuivre des industriels qui copieraient ces motifs » OAPI (2018, p.60). Bien entendu, ce recensement n'était pas exhaustif et de nouveaux modèles se créaient chaque année.

Ailleurs, dans le cadre d'un projet portant sur les marques collectives, le MINADER et l'OIPI ont collaboré avec des organisations de tisserands du pays

²⁰ Extrait de l'entretien avec KOUADIO Brou, 2 novembre 2019 à Koriakro

²¹ Extrait de l'entretien avec DJAHA Félicité Nadège, 3 août 2022 à Koriakro.

baoulé pour élaborer plus tard un règlement d'usage du pagne baoulé. Ils ont également « catalysé la création d'une organisation faïtière, l'ODG pagne Baoulé qui se trouvait à un stade initial mais pouvait jouer à l'avenir un rôle déterminant » OAPI (2018, p.60).

Conclusion

En définitive, le modèle de production à caractère extensif du cacao a eu des répercussions sur la disponibilité foncière en accélérant la dégradation du régime climatique. Cela a contribué à la savanisation des régions forestières à travers la disparition des formations végétales et l'empiètement des limites de réserves forestières. Cette récession du couvert forestier a influé le milieu écologique avec l'apparition d'une nouvelle espèce d'adventice (le *Chromolaena Odorata*), des maladies du cacao (le *Swollen Shoot*) et la contamination par l'*Ochratoxine A (OTA)* des fèves de cacao dans les plantations détenues par les aventuriers agricoles de Lolobo.

La crise cacaoyère a, au niveau de Lolobo, déstructuré les rapports familiaux en modifiant d'une part les règles de la transmission de l'héritage et en confinant, d'autre part, les jeunes hommes dans une situation de dépendance vis-à-vis des aînés qui retardaient leur épanouissement. Elle a de même contribué à la paupérisation et à la vulnérabilité des aventuriers agricoles originaires de Lolobo surtout les jeunes hommes dont la survie dépendait des aînés, voyaient leur vulnérabilité se renforcer du fait qu'ils ne disposaient pas de ressources pouvant leur permettre d'assurer leur épanouissement.

L'ensemble de ces facteurs ont compromis la reproduction sociale et économique des exploitations agricoles. L'ensemble de ces facteurs poussaient les aventuriers agricoles à faire recours au métier du pagne qui se voulait prometteur. Le métier du pagne leur a permis d'avoir un emploi, d'être autonome et de subvenir convenablement aux besoins de leurs familles respectives. Toutefois, les industries modernes leur menaient par moments une concurrence déloyale par la contrefaçon ; en fabriquant des pagnes de mêmes motifs que ceux tissés traditionnellement. En plus, ces contrefaçons coûtent dix fois moins chères que les textiles fabriqués par les tisserands locaux. Cette concurrence déloyale était l'une des difficultés majeures rencontrées par les tisserands baoulé de la sous-préfecture de Lolobo.

Sources et bibliographie

1. Revue et articles de presse

- AHUA K. (2007) « Filière café-cacao Commercialisation intérieure : La Côte d'Ivoire copie le Ghana », in *Le Front*, n° 1507 du vendredi 25 mai 2007, quotidien ivoirien, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- AIRAULT Pascal (2005) « La fève a la fièvre : La gestion de la filière reste opaque, les paysans s'appauvrissent et les plantations vieillissent » *Jeune Afrique*, [En ligne], disponible sur le World Wide Web : <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN23105lafveervifa0/Actualite-Afrique--la-feve-a-la-fievre.html>, consulté le 20/11/2010
- AIRAULT Pascal (2006) « Où va l'argent du cacao ? A la faveur de la crise, la gestion des revenus de la filière est devenue totalement opaque. Pour relancer l'économie, Banny doit faire le ménage », *Jeune Afrique*, [En ligne], disponible sur le World Wide Web : <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN07056ovalaoacacu0/Ou-va-l-argent-du-cacao--.html>, consulté le 20/11/2010
- ARAUJO Bonjean Catherine et al. (2001) « Echecs de marchés et pauvreté : l'exemple de la filière cacao en Côte d'Ivoire », Dossier : L'avenir des cultures pérennes : Oléagineux, Corps Gras, Lipides Vol. 8, n° 6, Novembre - Décembre, pp. 577-583.
- GBANGBO Jean -Louis (2007) « L'enfer des premiers producteurs de café cacao », *L'inter*, N°, 29 octobre, quotidien ivoirien
- KONANDI Jean Mermoz, « La Côte d'Ivoire veut labéliser l'Attiéké des Lagunes" et le "Pagne Baoulé'», in *LA DEPECHE* N° 716 - Lundi 25 Novembre 2019, p.2
- VANSINA Jean, *De la tradition orale : essai de méthode historique*. Tervuren : Musée royal de l'Afrique Centrale (Annales, Série in-8°, Sciences humaines, 36), 1961. Pp. x, 179. Hubert Deschamps, DOI: <https://doi.org/10.2307/1158288>, Published online by Cambridge University Press: 23 January 2012 Get access Volume 3, Issue 3, November 1962 , pp. 513-514

2. Bibliographie

- BAGAL M., et al., (2018), Les indications géographiques en Côte d'Ivoire, produits potentiels et cadre juridique pertinent, Tradecom facility, 43p.
- LADURIE ELR., (1975), *Montaillou, village Occitan de 1294 à 1324*, Paris, 430p.
- SAUTIER D., (2018), Collecte et analyse de données de terrain en vue de la sélection de produits candidats à un enregistrement en Indication Géographique en Côte d'Ivoire, AFD, 103p

- TANO A.M., (2012), Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Méadji au Sud-Ouest ivoirien, Thèse de Doctorat, Université Toulouse2, Le Mirail (UT2LeMirail), 261p.
- TCHERO J., (2015), Histoire sociale : notions, stratégies et méthode, Paris, L'Harmattan, 243p.
- TCHERO J., (2015), La maladie chez les Krou de Côte d'Ivoire. De la mémoire à l'histoire des représentations collectives, Paris, L'Harmattan, 208 p.
- TCHERO J., (2014), Santé et développement en Afrique subsaharienne. La maladie : approche historique d'hier à aujourd'hui, Paris, L'Harmattan, 228 p.